



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

depp Direction de l'évaluation,
de la prospective
et de la performance

ICCS 2022

Étude internationale sur les connaissances civiques et citoyennes des élèves : analyse d'items

Version du 8/11/2023

AUTEURS : SÉBASTIEN LAMBERT, AUDREY LÉGER, ÉLODIE PERSEM, HUGO
ROGIE.

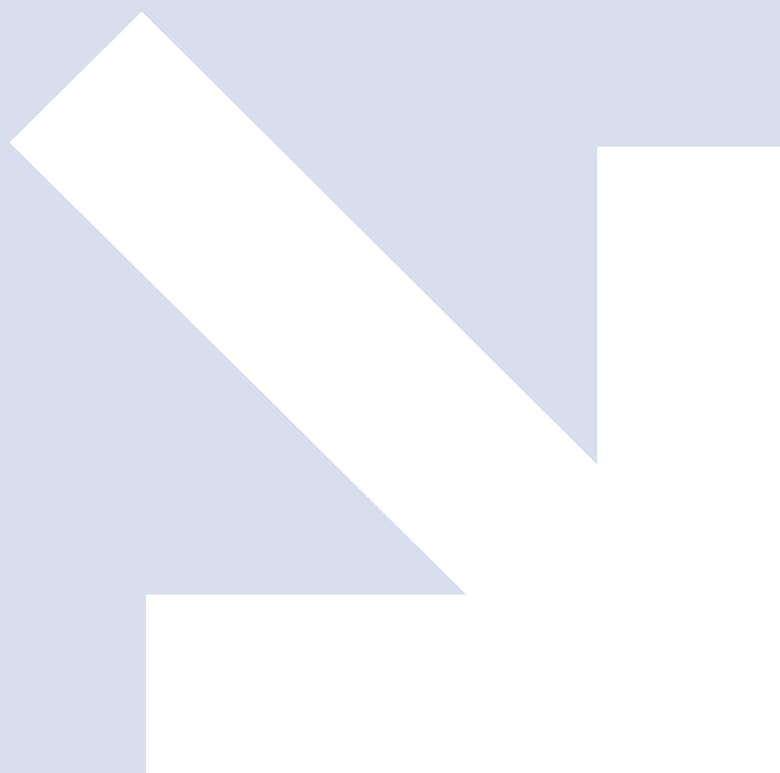
PERSONNALITÉS ASSOCIÉES : BENOÎT FALAIZE, INSPECTEUR GÉNÉRAL DE
L'ÉDUCATION, DU SPORT ET DE LA RECHERCHE, JÉROME KROP, PROFESSEUR
DES UNIVERSITÉS - CREN

Série Études

Document de travail n° 2023-E10
Novembre 2023

ICCS 2022

Étude internationale sur les
connaissances civiques et
citoyennes des élèves : analyse
d'items



Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

61-65, rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

Directrice de la publication

Magda Tomasini

AUTEURS : SÉBASTIEN LAMBERT, AUDREY LÉGER, ÉLODIE
PERSEM, HUGO ROGIE.
PERSONNALITÉS ASSOCIÉES : BENOÎT FALAIZE, INSPECTEUR
GÉNÉRAL DE L'ÉDUCATION, DU SPORT ET DE LA RECHERCHE,
JÉROME KROP, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS - CREN

e-ISSN : 2779-3532

SOMMAIRE



1. Introduction.....	7
2. Description de l'échelle de connaissances civiques et citoyennes	8
2.1. Groupe des élèves de niveau A : 563 points et plus	8
2.2. Groupe des élèves de niveau B : 479 à 562 points.....	8
2.3. Groupe des élèves de niveau C : 395 à 478 points	9
2.4. Groupe des élèves de niveau D : 311 à 394 points.....	10
3. Analyse des items	11
3.1. Descriptif des items.....	11
3.2. Représentation du positionnement des items sur l'échelle.....	12
3.3. Item 1, niveau A – Item interactif.....	13
3.4. Item 2, niveau A – Question ouverte (champ libre)	16
3.5. Item 3, niveau B - QCM.....	19
3.6. Item 4, niveau B – QCM	22
3.7. Item 5, niveau B - QCM.....	25
3.8. Item 6, niveau C - QCM	28
3.9. Item 7, niveau C - QCM	31
3.10. Item 8, niveau D - QCM	34
3.11. Item 9, en dessous du niveau D - QCM.....	36

1. Introduction

En mai 2022, la France a participé pour la première fois à l'étude internationale ICCS (International Civic and Citizenship Education Study), portant sur l'éducation civique et la citoyenneté, aux côtés de 22 autres pays. Afin d'observer et d'analyser la façon dont les élèves sont préparés à leur rôle de citoyens, cette étude de l'I.E.A. (International Association for the Evaluation of Educational Achievement) interroge les élèves de quatrième (grade 8) en France. Au total, ce sont 3 533 élèves de France (hors Mayotte), scolarisés dans 147 établissements publics ou privés sous contrat, mais aussi 1051 enseignants et 114 chefs d'établissements qui y ont participé.

L'étude analyse les connaissances, les attitudes et les engagements civiques et citoyens des élèves, mais aussi la manière dont les principaux et les professeurs, en charge de l'E.M.C. (enseignement moral et civique) ou d'autres matières, envisagent les questions liées à l'éducation civique et à la citoyenneté au sein de leur établissement scolaire, dans leur enseignement.

Ce document présente l'**analyse et les résultats détaillés de neuf items** passés par les élèves en connaissances civiques et citoyennes. Ces items ont été choisis pour **illustrer l'échelle de niveaux de connaissances des élèves**.

2. Description de l'échelle de connaissances civiques et citoyennes

Le test ICCS de connaissances civiques couvre quatre domaines : les systèmes et institutions civiques, les principes civiques, la participation civique et les rôles et identités civiques. Les items de connaissances civiques sont eux-mêmes répartis en deux domaines cognitifs : savoir, raisonner et appliquer.

Les connaissances civiques et citoyennes sont décrites sur une échelle de quatre niveaux de complexité, allant du niveau A, niveau le plus élevé, au niveau D ou en dessous, niveau le plus faible.

2.1. Groupe des élèves de niveau A : 563 points et plus

Les élèves qui atteignent le niveau A (29,0 % des élèves en France et 30,6 % en moyenne à l'international) établissent des liens entre les processus d'organisation et d'influence sociale et politique et les mécanismes juridiques et institutionnels utilisés pour les contrôler. Ils émettent des hypothèses précises sur les avantages, les motivations et les résultats probables des politiques institutionnelles et des actions des citoyens. Ils intègrent, justifient et évaluent des positions, des politiques ou des lois données sur la base des principes qui les sous-tendent. Les élèves se familiarisent avec les grandes forces économiques internationales et la nature stratégique d'une participation citoyenne active.

Les élèves qui atteignent le niveau A, peuvent par exemple :

- identifier les objectifs stratégiques probables d'un programme de consommation éthique ;
- proposer des mécanismes permettant à la société de bénéficier d'un débat public et d'une communication ouverte ;
- relier le processus démocratique à l'introduction de questions controversées dans le débat public ;
- proposer des avantages connexes à une compréhension interculturelle généralisée dans la société ;
- justifier la séparation des pouvoirs entre la justice et le parlement ;
- relier le principe de gouvernance juste et équitable aux lois relatives à la divulgation des dons financiers aux partis politiques ;
- évaluer une politique en matière d'égalité et d'inclusion ;
- identifier une raison pour laquelle les mandats parlementaires sont limités ;
- identifier les facteurs susceptibles d'influencer l'évolution de la participation électorale au fil du temps ;
- identifier les principales caractéristiques des économies de marché et de la propriété des entreprises multinationales.

2.2. Groupe des élèves de niveau B : 479 à 562 points

Les élèves qui atteignent le niveau B (33,9 % des élèves en France et 31,1 % en moyenne à l'international) se familiarisent avec le concept général de démocratie représentative en tant que système politique. Ils reconnaissent la manière dont les institutions et les lois peuvent être utilisées pour protéger et promouvoir les valeurs et les principes d'une société. Ils reconnaissent le rôle potentiel des citoyens en tant qu'électeurs dans une démocratie représentative et généralisent les principes et les valeurs à partir d'exemples spécifiques de politiques et de lois (y compris les droits de l'Homme). Les élèves montrent qu'ils comprennent l'influence qu'une citoyenneté active peut

avoir au-delà de la communauté locale. Ils généralisent le rôle du citoyen actif individuel à des sociétés civiques plus larges et au monde entier, y compris la manière dont ce rôle est mis en œuvre par la citoyenneté mondiale et la consommation éthique.

Les élèves atteignant le niveau B, peuvent par exemple :

- relier l'indépendance d'une autorité statutaire au maintien de la confiance du public dans les décisions prises par cette autorité ;
- généraliser le risque économique de la mondialisation pour les pays en développement à partir d'un contexte local ;
- identifier que des citoyens informés sont mieux à même de prendre des décisions lorsqu'ils votent lors d'élections ;
- relier la responsabilité du vote à la représentativité d'une démocratie ;
- décrire le rôle principal d'une assemblée législative/parlementaire ;
- identifier les motivations environnementales et sociales associées à la consommation éthique ;
- définir le rôle principal d'une constitution ;
- reconnaître la relation entre le gouvernement et l'armée dans une démocratie ;
- identifier un comportement cohérent avec l'identification en tant que citoyen du monde ;
- reconnaître le danger des médias contrôlés par le gouvernement ;
- relier la responsabilité de la protection de l'environnement aux actions des individus.

2.3. Groupe des élèves de niveau C : 395 à 478 points

Les élèves qui atteignent le niveau C (25,5 % des élèves en France et 23,8 % en moyenne à l'international) se familiarisent avec l'égalité, la cohésion sociale et la liberté en tant que principes de la démocratie. Ils relient ces grands principes à des exemples quotidiens de situations dans lesquelles la protection ou la remise en cause de ces principes est démontrée. Les élèves se familiarisent également avec les concepts fondamentaux de l'individu en tant que citoyen actif : ils reconnaissent la nécessité pour les individus d'obéir à la loi ; ils établissent un lien entre les plans d'action individuels et les résultats probables ; ils établissent un lien entre les caractéristiques personnelles et la capacité d'un individu à avoir un impact sur un changement social. Ils sont familiers des problématiques de développement durable et des exemples communs liés à la protection de l'environnement.

Les élèves atteignant au niveau C, peuvent par exemple :

- relier la liberté de la presse à l'exactitude des informations fournies au public par les médias ;
- justifier le vote volontaire dans le contexte de la liberté d'expression politique ;
- associer la réduction des déchets d'emballages plastiques à un mode de vie durable ;
- reconnaître que les dirigeants démocratiques doivent être conscients des besoins des personnes sur lesquelles ils exercent leur autorité ;
- reconnaître une source commune d'énergie renouvelable ;
- reconnaître que la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations Unies est censée s'appliquer à tous les peuples ;
- reconnaître la citoyenneté comme un droit de l'Homme ;
- généraliser la valeur de l'internet en tant qu'outil de communication dans la participation civique ;
- reconnaître que le développement durable concerne le monde entier ;
- reconnaître l'importance d'être un électeur informé ;
- reconnaître que les gouvernements ont une responsabilité envers tous les citoyens ;
- reconnaître la motivation civique derrière un acte de consommation éthique.

2.4. Groupe des élèves de niveau D : 311 à 394 points

Les élèves qui atteignent le niveau D (9,9 % des élèves en France et 11,8 % en moyenne à l'international) reconnaissent des exemples explicites représentant les caractéristiques de base de la démocratie. Ils identifient les résultats attendus d'exemples simples de règles et de lois et reconnaissent les motivations des personnes ou des institutions engagées dans des activités qui contribuent à l'égalité et au bien commun.

Les élèves atteignant le niveau D, peuvent par exemple :

- reconnaître que la défense nationale est un rôle clé de l'armée ;
- relier le droit à l'aide médicale à la motivation de travailler pour une organisation humanitaire ;
- relier l'égalité de la scolarisation à la nécessité de comprendre les expériences des élèves handicapés ;
- reconnaître la relation entre le vote à bulletin secret et la liberté de choix de l'électeur ;
- reconnaître que les bénévoles apportent une contribution aux communautés ;
- reconnaître que tous les individus sont égaux devant la loi.

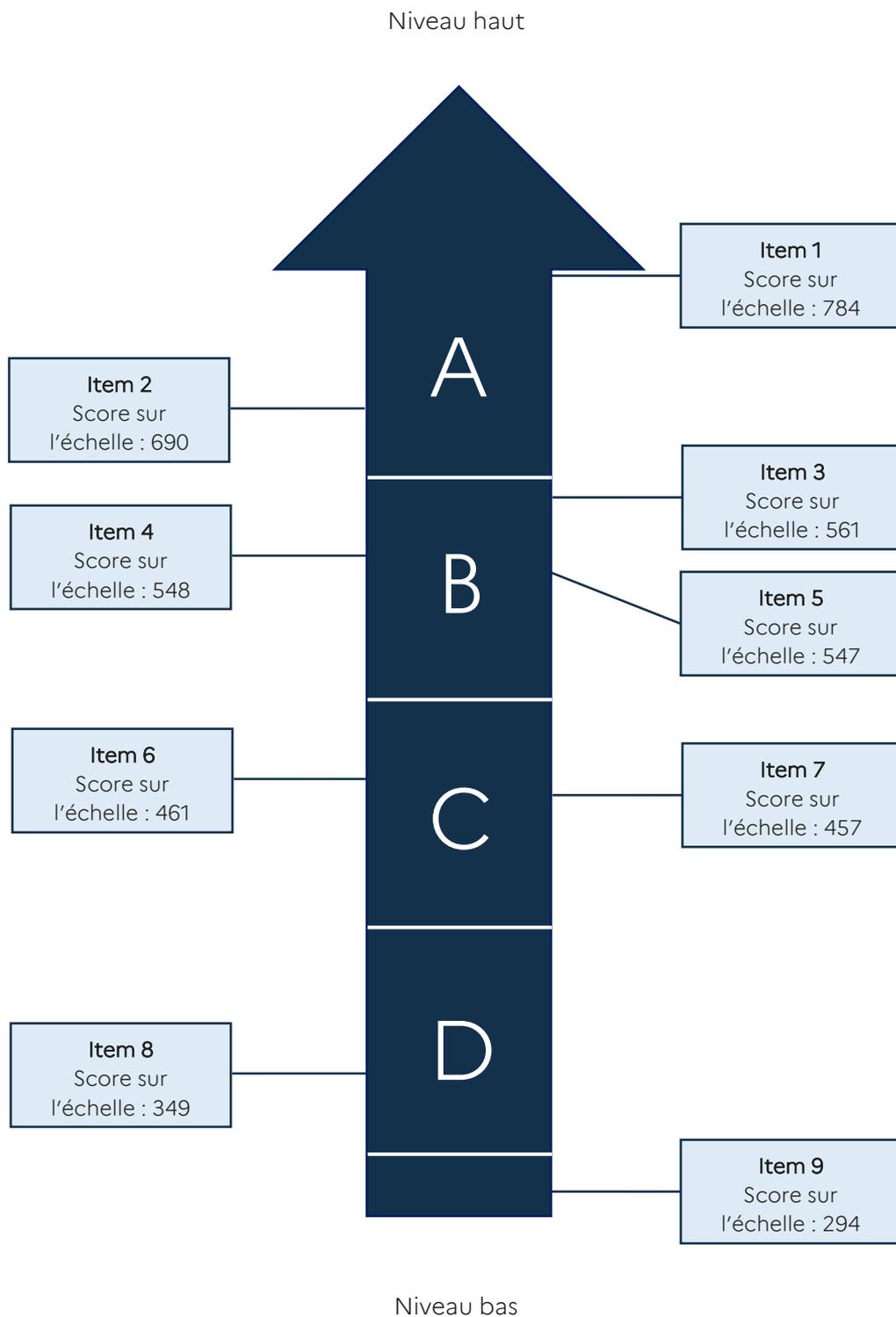
Les élèves n'atteignant pas le niveau D représentent 1,6 % des élèves en France et 2,6% en moyenne à l'échelle internationale.

3. Analyse des items

3.1. Descriptif des items

Domaines Cadre de l'étude.	Compétences et connaissances associées	Item	Niveau
Participation civique	Proposer de paramétrer une application pour introduire des valeurs démocratiques dans le vote d'un club	Item 1	A
Principes civiques	Prévoir comment les <i>infox</i> peuvent nuire à la démocratie	Item 2	A
Rôles et identités civiques	Reconnaître un exemple de consommation éthique	Item 3	B
Principes civiques	Reconnaître l'association entre conditions des travailleurs et consommation éthique	Item 4	B
Rôles et identités civiques	Comprendre l'intégration de la réduction des distances de transport à la consommation éthique	Item 5	B
Systemes et institutions civiques	Reconnaître un des fondements essentiels des partis politiques	Item 6	C
Systemes et institutions civiques	Reconnaître le principe d'égalité devant la loi	Item 7	C
Principes civiques	Reconnaître que les règles peuvent être établies pour le bien de tous	Item 8	D
Participation civique	Reconnaître le but des règles de comportement dans un parc national	Item 9	En dessous de D

3.2. Représentation du positionnement des items sur l'échelle



3.3. Item 1, niveau A – Item interactif

Cadre de référence de l'étude. : Participation civique, raisonner et appliquer

Références aux programmes : Comprendre les raisons de l'obéissance aux règles et à la loi dans une société démocratique ; EMC cycle 4. (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes).

Exercice interactif

Vous allez démarrer un exercice interactif.

Vous devez paramétrer l'application pour le premier vote des membres du club.

Après avoir paramétré l'application, vous recevrez des commentaires sur la façon dont le vote s'est déroulé en fonction des paramètres choisis.

Fonctionnalités de l'application

Personne ne peut modifier les votes une fois qu'ils ont été soumis.

L'application bloque les membres une fois qu'ils ont voté.

L'application permet l'utilisation de la synthèse vocale.

Valeurs démocratiques

Le vote doit être accessible à tous les membres.

Chaque membre ne peut voter qu'une seule fois.

Les votes des membres doivent être protégés.

Les membres doivent pouvoir voter sans subir de pressions.

Réponse attendue	<ul style="list-style-type: none"> • A - « Personne ne peut modifier les votes une fois qu'ils ont été soumis » ↔ « les votes des membres doivent être protégés ». • B - « L'application bloque les membres une fois qu'ils ont voté » ↔ « chaque membre ne peut voter qu'une seule fois ». • C - « L'application permet l'utilisation de la synthèse vocale » ↔ « le vote doit être accessible à tous les membres ».
Descriptif de la tâche	<p>Dans cette tâche au format d'un exercice interactif de type « glisser – déposer », il est demandé aux élèves d'associer des propositions aux valeurs démocratiques qu'elles mettent en jeu.</p> <p><u>Distracteur</u> : « Les membres doivent pouvoir voter sans subir de pressions ».</p>
Analyse de la tâche	<p>Derrière le prétexte d'une mise en situation concrète (le paramétrage d'une application de vote électronique dans un contexte associatif), ce sont bien les enjeux d'un processus électif démocratique qui sont questionnés, dans les sociétés démocratiques désireuses d'assurer une égalité de tous face au vote. La tâche n'interroge pas la pertinence ou la fiabilité du vote par voie électronique, à l'image d'un débat ancien sur les « machines à voter », mais bien les paramètres (règles) qui implémentent sur l'outil l'organisation possible d'un vote sincère, conforme aux valeurs démocratiques.</p>

	<p>La dématérialité, évoquée dans la tâche, oblige l'élève à bien comprendre ce qui, dans les paramètres se substitue à l'environnement habituel d'un vote, d'une élection (bulletins, urne, isoloir, émargement). La question déplace ainsi le sujet du « lieu » vers les valeurs sous-tendues et interroge les règles permettant l'accomplissement de ces valeurs, quelles que soient les modalités organisationnelles.</p> <p>La difficulté de la tâche est liée au fait que les élèves en France sont peu coutumiers de la pratique du vote électronique (l'élection des délégués prenant souvent la forme habituelle du vote également). La consigne est complexe.</p>
Analyse des résultats	<p>En France, 16 % des élèves ont réussi la tâche, en réalisant les trois bonnes associations nécessaires. Au niveau international, seuls 11,3 % des élèves réussissent cet item.</p> <p>L'association A relève de l'intégrité du vote, sa conformité avec les choix initiaux du votant. L'association B vérifie la compréhension du caractère unique du vote. Il s'agit d'un marqueur essentiel d'une élection respectueuse de l'égalité des citoyens face au vote.</p> <p>L'association C, mesure une dimension et une exigence récentes : l'accès de tous au droit de vote en termes d'accessibilité, à travers l'usage possible de la synthèse vocale ; la dématérialité du dispositif facilitant déjà une dimension : les votants n'ayant pas à disposer d'une certaine mobilité pour s'acquitter de leur devoir électoral.</p> <p>Le distracteur illustre malgré tout une dimension essentielle du vote : la liberté de choix ; parce qu'il s'agit du critère le plus exogène à réussir avec une application de vote, il est assez naturel qu'aucune fonctionnalité ne puisse garantir cette valeur, pourtant primordiale, dans les propositions.</p>
Références aux programmes	<p>EMC cycle 4 (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes)</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Finalité</u> : Acquérir et partager les valeurs de la République / construire une culture civique. - <u>Dimension</u> : Culture de la règle et du droit. - <u>Compétences travaillées</u> : Comprendre les raisons de l'obéissance aux règles et à la loi dans une société démocratique - Comprendre le rapport entre les règles et les valeurs. <p>En lien avec le <i>Parcours Citoyen de l'élève</i> (Enseignements et expériences partagés – dont l'élection des délégués de classe).</p>
Intérêts pédagogiques	<p>Cet item est utilisable en classe pour nourrir activités et débats autour des modalités d'organisation d'une élection.</p> <p>La dimension conative de l'enseignement moral et civique est en effet tout à fait mobilisable autour de cet exercice. Comme le préconisent le programme d'EMC et les ressources d'accompagnement à sa mise en œuvre, les pratiques expérientielles sont de nature à viser l'appropriation des règles et valeurs démocratiques par le jeu, la mise en situation, le vécu d'une expérience de groupe partagée, rendant concret un apprentissage notionnel. Ainsi, proposer aux élèves de réfléchir, ensemble, à l'échelle de la classe, à la mise en place d'une élection des délégués respectueuses des règles garantissant la sincérité du vote (à travers l'expression d'un suffrage unique, libre, secret, intègre, d'égal accès) les met en situation de comprendre les raisons d'un code électoral dans un État de droit soucieux d'établir toutes les conditions nécessaires au processus démocratique.</p>

Dans la même optique, la comparaison avec un vote démocratique dans un bureau de vote est pertinente, guidée par une question centrale, immuable : de quelles façons, un bureau de vote organisant un scrutin dans un environnement plus traditionnel, garantit-il également la sincérité du vote ? Quels protocoles, quels objets, quels éléments du bureau de vote assurent le bon déroulement d'un scrutin contrôlé, à l'instar des fonctionnalités de l'application ?

Par ailleurs, la transposition du « bureau de vote traditionnel » vers les nouveaux outils de suffrages (mécanique ou électronique) ouvre des champs de questionnements pertinents avec les élèves. Si l'item laisse à penser, à juste titre par ailleurs, qu'il appartient à l'humain de fixer les règles du fonctionnement de l'outil, cela n'exonère pas d'une réflexion sur la déontologie qui doit être celle des entreprises en charge de la conception et de la logistique des « machines à voter » au sens large (transparence sur le traitement et le stockage des données, interdiction de leur utilisation à d'autres fins que celles assignées au scrutin dans le respect de la législation des données personnelles dû au citoyen). L'usage frauduleux des données des utilisateurs, a déjà par le passé dans un cadre international, montré à l'inverse sa capacité à vicier un processus électoral démocratique (exemple du scandale *Cambridge Analytica*).

RESSOURCES POUR LE PROFESSEUR :

Enguehard, C. (2011). *Vote papier, vote mécanique, vote électronique*. *Le Genre humain*, 51, 41-62. <https://doi.org/10.3917/lgh.051.0041>

TABLEAU 1 • Résultats détaillés de l'item 1 en %

Caractéristique		Réponse correcte	Réponse incorrecte	Non-réponse
France	Ensemble	16,0	81,9	2,1
	Filles	16,5	81,3	2,2
	Garçons	15,5	82,6	1,9
International	Ensemble	11,3	84,8	3,9
	Filles	11,4	84,6	4,0
	Garçons	11,0	85,2	3,8

Source : DEPP, IEA, ICCS 2022

Champ : France (hors Mayotte), public et privé sous contrat.

Les pays à l'échelle internationale sont : Bulgarie, Chypre, Colombie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Taïpei chinois

Note de lecture : En France, 16,5% des filles ont obtenu le crédit total à l'item 1, tandis qu'elles sont 11,4% sur l'ensemble des pays.

© DEPP

3.4. Item 2, niveau A – Question ouverte (champ libre)

Cadre de référence de l'étude : Principes civiques, savoir

Références aux programmes : Aborder les enjeux de la liberté de la presse ; EMC cycle 4. « Informer, s'informer, déformer » ; Français cycle 4. (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes).

Les termes *infox* et *fake news* désignent des informations fausses ou trompeuses qui sont délibérément présentées comme des informations.

Citez deux façons dont les *infox* peuvent nuire à une démocratie :

1°

2°

Réponse attendue	Les élèves doivent proposer deux arguments s'inscrivant dans la typologie de réponse suivante : <ol style="list-style-type: none">1. Cela sape un concept partagé de la vérité.2. Cela suscite des réactions sociales déraisonnables sur des questions.3. Cela peut être utilisé pour déformer ou manipuler les processus démocratiques normaux.4. Cela peut être utilisé pour éviter la responsabilité politique et la justice pour des actions.5. Cela érode la confiance du public dans les institutions civiques, les experts, le système politique et les médias grand public.6. Cela peut conduire à une mauvaise prise de décision politique/législative.
Descriptif de la tâche	Il est demandé aux élèves, à travers ces deux arguments à produire, de démontrer leur capacité à saisir les conséquences problématiques de la diffusion possible d'infox sur la vie démocratique d'un pays.
Analyse de la tâche	Il n'est pas seulement question de souligner le caractère mensonger des fausses informations, mais bien d'envisager les répercussions néfastes en termes sociaux et civiques, pouvant mettre en péril les fondements et les pouvoirs démocratiques (manipulation des opinions, délégitimation des médias traditionnels, contestation des expertises). La consigne induit une multiplicité de réponses possibles. Cet item mobilise clairement la réflexion et l'esprit critique de l'élève, ainsi que sa capacité à argumenter, au-delà des simples considérations lexicales (connaissance des termes) et éthiques (limitées au seul jugement moral lié à l'usage du mensonge).
Analyse des résultats	En France, cet item a été peu réussi dans sa globalité : seuls 10 % des élèves ont développé deux arguments valides, selon une typologie de réponses attendues, évoquant la diversité des enjeux et des dimensions de la question. Si les élèves comprennent le caractère mensonger d'une <i>fake news</i> , sa mise en relation avec sa dangerosité potentielle dans un cadre démocratique paraît

	<p>moins évidente. Le taux de bonnes réponses s'avère d'ailleurs bien moins élevé que la moyenne internationale. Il est également à noter que l'écart filles/garçons reste assez important pour les élèves en France, même s'il est inférieur à celui observé à l'international.</p>
<p>Références aux programmes</p>	<p>EMI Éducation aux médias et à l'information – Enseignement partagé facilitant les projets interdisciplinaires (voire EPI) articulants en premier lieu les enseignements d'EMC, de Français et d'Histoire-Géographie (cycle 4) :</p> <p>EMC cycle 4 (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Finalité</u> : Acquérir et partager les Valeurs de la République (Comprendre les grands principes des sociétés démocratiques). - <u>Connaissances et compétences</u> : Aborder les enjeux de la liberté de la presse - Mener une réflexion sur la place et la diversité des médias dans la vie sociale et politique. <p>FRANÇAIS cycle 4 (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Finalité</u> : Culture littéraire et artistique : « Agir sur le monde ». - <u>Questionnement</u> : « Informer, s'informer, déformer ». - <u>Études possibles</u> : Textes et documents conçus à des fins de propagande ou relevant d'une manipulation de l'information. <p>Le <i>Parcours Citoyen de l'élève</i> structure cet apprentissage, spiralaire et partagé, en cherchant une autonomisation réflexive des élèves sur ces questions.</p>
<p>Intérêts pédagogiques</p>	<p>Cet item est utilisable au cours du cycle 4 en ouvrant de nombreuses perspectives : l'année de quatrième (niveau de 8^{ème} grade, année de la passation d' ICCS) est particulièrement propice à la mise en place de projets interdisciplinaires, fondés sur ces enjeux actuels de l'accès à une information fiable, sourcée : en Français, les programmes permettent l'analyse de documents relevant de la manipulation de l'information ; en EMC, les élèves peuvent être amenés à reconnaître des <i>infox</i>, sur la base d'une grille de lecture, d'un crible qui induirait la nécessaire vérification des informations, à l'heure des réseaux numériques, etc.</p> <p>Le but n'est pourtant pas d'instiller une défiance permanente à l'égard de l'information, ni selon la ligne indiquée dans un rapport co-dirigé par Gérald Bronner et Eléna Pasquinelli, de « faire de l'éducation à l'esprit critique une éducation à la méfiance ». Il s'agit d'introduire une forme de doute raisonnable, une vigilance raisonnée. Certains canaux informationnels se révélant d'emblée plus fiables que d'autres, c'est davantage un appel à la diversification des sources d'informations qui est proposée à l'élève, un moyen d'accompagner des pratiques informationnelles en construction.</p> <p>Pour approfondir ces questions, sans rompre la neutralité politique qui s'impose au professeur dans le choix de ses études de cas, il est utile de pratiquer une pédagogie du décentrement, en s'intéressant par exemple à l'actualité internationale. Ainsi, en va-t-il de la période électorale états-unienne précédant l'élection présidentielle de 2016 et ses cas connus de campagnes de désinformation sur les réseaux sociaux, émanant d'<i>officines</i> russe et de « fermes à trolls » macédonienne. Ou de mettre en débat la nouvelle ligne éditoriale d'Elon Musk, nouvellement propriétaire du réseau Twitter (rebaptisé X), partisan d'une liberté d'expression quasi-totale, réfutant son rôle régulateur des contenus. Ou d'illustrer ces questions par l'expérience</p>

vécue dans la première démocratie du monde, l'Inde, où des messages (faux) relayés sur les réseaux sociaux ont par le passé provoqué mouvements de foule et scènes de violences.

RESSOURCES POUR LE PROFESSEUR :

Éduquer à l'esprit critique - Bases théoriques et indications pratiques pour l'enseignement et la formation – texte co-dirigé par G. Bronner et E. Pasquinelli. sur le site du réseau Canopé.

RESSOURCES POUR LA CLASSE :

La collection des vidéos du portail Lumni : la fabrique du mensonge :

<https://www.lumni.fr/programme/la-fabrique-du-mensonge>

Le dispositif Classe investigation du CLEMI pour apprendre à produire de l'information :

<https://www.clemi.fr/fr/classe-investigation.html>

Une proposition pédagogique de l'académie de Créteil :

<https://hgc.ac-creteil.fr/faire-construire-puis-deconstruire-une-fausse-information-un-projet-presente-au-hackathon-pedagogique-2022>

La DRANE de Lyon propose un module : comment mettre en place une éducation aux médias et à l'information dans son enseignement ?

https://dane.ac-lyon.fr/spip/IMG/scenari/EMI_Enseignements/co/EMI-ENSEIGNEMENTS.html

TABLEAU 2 • Résultats détaillés de l'item 2 en %

Caractéristique		Réponse correcte	Réponse partielle	Réponse incorrecte	Non-réponse
France	Ensemble	10,3	34,4	30,8	24,5
	Filles	8,8	35,3	29,8	26,2
	Garçons	11,7	33,6	31,8	22,9
International	Ensemble	21,9	45,6	22,7	9,8
	Filles	24,3	46,6	19,7	9,5
	Garçons	19,5	44,7	25,6	10,2

Source : DEPP, IEA, ICCS 2022

Champ : France (hors Mayotte), public et privé sous contrat.

Les pays à l'échelle internationale sont : Bulgarie, Chypre, Colombie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Taipei chinois

Note de lecture : En France, 8,8 % des filles ont répondu correctement à l'item 2, tandis qu'elles sont 24,3 % sur l'ensemble des pays.

© DEPP

3.5. Item 3, niveau B - QCM

Cadre de référence de l'étude : Rôles et identités civiques, raisonner et appliquer

Références aux programmes : Expliquer le lien entre l'engagement et la responsabilité ; EMC cycle 4. « Thème 2 : Des ressources limitées, à gérer et à renouveler » ; Géographie cycle 4. (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes).

Inès vit dans un pays riche et veut être une consommatrice responsable. Cela signifie qu'elle réfléchit soigneusement à ce qu'elle achète selon la façon dont les produits ont été fabriqués, leur provenance et leur impact environnemental.

Parmi les actions suivantes, laquelle montre qu'Inès est une consommatrice responsable ?

- Elle n'achète que des œufs de poules élevées en plein air.
- Elle n'achète que les vêtements les moins chers.
- Elle n'achète que des produits provenant des petites entreprises.
- Elle n'achète que des produits ayant de bonnes critiques en ligne.

Réponse attendue	Réponse A : Elle n'achète que des œufs de poules élevées en plein air.
Descriptif de la tâche	Relatif à une Éducation au Développement Durable (EDD), l'item vise à vérifier la compréhension par l'élève des impacts sociaux et environnementaux de produits réalisés et transitant dans le cadre d'une économie libérale mondialisée.
Analyse de la tâche	Les quatre propositions interrogent la logique de circuit économique et le poids de la décision du consommateur (renforcée par l'économie numérique et les portails d'achat en ligne) dans l'organisation des flux du commerce mondial : le décentrement sur la figure d'Inès vise à faire comprendre aux élèves, acteurs potentiels de cette mondialisation par la prescription d'achats, la possibilité d'une éthique du consommateur.
Analyse des résultats	En France, une part importante des élèves, plus de 45 %, a compris que la proposition A, illustrant une forme de localisme et d'un système de production extensif, est la plus éco-responsable. Peu d'élèves ont été attirés par le distracteur B ; certains sont peut-être pourtant sensibles aux prix pratiqués par la « fast fashion », au détriment des exigences du développement durable. De façon similaire, la proposition D a été choisie par 16,7 % des répondants, attirés par le fait que « les bonnes critiques (attribués) aux produits » n'est pas forcément en rapport avec des critères éco-responsables. La proposition C a été choisie par près d'un tiers d'élèves (et près de 40 % des filles interrogées) ; l'expression « petites entreprises » nourrissant probablement chez les élèves une confusion en termes d'échelles géographiques : l'idée de circuit court, de consommation locale et donc raisonnée. L'erreur n'est pas si flagrante car elle attesterait une certaine compréhension d'une exigence de consommation raisonnable.

<p>Références aux programmes</p>	<p>Programme de cycle 4 :</p> <p>En lien avec l'Éducation au Développement Durable, enseignement transversal et interdisciplinaire, défini par les circulaires ministérielles (d'août 2019 et septembre 2020) structurant le parcours de l'élève vers une éco-responsabilité.</p> <p>EMC cycle 4 (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Finalité</u> : Construire une culture civique. - <u>Compétence travaillée</u> : « Culture de l'engagement » - <u>Connaissances et compétences</u> : Expliquer le lien entre l'engagement et la responsabilité. - <u>Objet d'enseignement</u> : La responsabilité du citoyen en tant que consommateur. <p>GEOGRAPHIE : classe de 5^{ème}</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Repères annuels de progression</u> : « Thème 2 : Des ressources limitées, à gérer et à renouveler » <p>Appui préconisé sur les Objectifs du Développement Durable (ODD) : améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable (ODD n°2) ; établir des modes de consommation et de production durables (ODD n°12).</p>
<p>Intérêts pédagogiques</p>	<p>Il est possible d'utiliser cet item en classe pour amorcer la réflexion sur l'objectif du développement durable n°12 (établir des modes de consommation et de production durables (ODD n°12)).</p> <p>Pour expliciter le caractère trompeur des distracteurs, on pourrait demander aux élèves de rechercher des exemples illustrant chacune des propositions (en quoi acheter moins cher n'est (surtout) pas gage de consommation éthique ; en quoi les bonnes critiques en ligne n'impliquent pas forcément d'être dans une démarche éco responsable ?, etc.) ; l'ensemble des illustrations trouvées concrétisant les difficultés à être vraiment dans une démarche conforme à l'objectif ODD n°12.</p> <p>La réflexion peut également se placer au niveau des nouvelles demandes sociales pour concilier production et approche respectueuse de l'environnement. La sensibilisation d'une partie de l'opinion publique à l'égard de la condition animale ou des systèmes productifs extensifs sont également des corollaires de ces nouveaux enjeux autour d'une aspiration à la « consommation durable ».</p> <p>RESSOURCES POUR LE PROFESSEUR :</p> <p>Vadémécum sur l'éducation au développement durable : https://eduscol.education.fr/document/5239/download?attachment</p> <p>Repères de progression pour l'EDD : https://eduscol.education.fr/document/52578/download?attachment</p> <p>Le portail de l'ONU consacré aux 17 ODD : https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/</p>

TABLEAU 3 • Résultats détaillés de l’item 3 en %

Caractéristique		Réponse correcte = " Elle n’achète que des œufs de poules élevées en plein air. "	" Elle n’achète que les vêtements les moins chers. "	" Elle n’achète que des produits provenant des petites entreprises. "	" Elle n’achète que des produits ayant de bonnes critiques en ligne. "	Non-réponse
France	Ensemble	45,6	4,6	32,7	16,7	0,5
	Filles	38,6	4,2	38,1	18,7	0,3
	Garçons	51,6	4,8	28,0	15,0	0,6
International	Ensemble	50,0	6,9	19,3	22,8	1,2
	Filles	51,3	5,9	21,4	20,4	1,0
	Garçons	48,5	7,9	17,2	25,2	1,2

Source : DEPP, IEA, ICCS 2022

Champ : France (hors Mayotte), public et privé sous contrat.

Les pays à l'échelle internationale sont : Bulgarie, Chypre, Colombie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Taipei chinois

Note de lecture : En France, 38,6 % des filles ont répondu correctement (« Elle n’achète que des œufs de poules élevées en plein air ») à l’item 3, tandis qu’elles sont 51,3 % sur l’ensemble des pays.

© DEPP

3.6. Item 4, niveau B – QCM

Cadre de référence de l'étude : Principes civiques, raisonner et appliquer

Références aux programmes : Expliquer le lien entre l'engagement et la responsabilité ; EMC cycle 4. Thème 1 : La question démographique et l'inégal développement – Sous-thème : Répartition de la richesse et de la pauvreté dans le monde ; Géographie cycle 4. (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes).

Inès visite un site web contenant des informations destinées aux consommateurs responsables. Quelle information est-il le plus probable qu'elle trouve sur ce site ?

- Le coût de livraison des produits.
- Les conditions de travail des personnes qui fabriquent le produit.
- La popularité des produits sur le marché international.
- Les pays dans lesquels les produits sont facilement disponibles.

Réponse attendue	Réponse B : Les conditions de travail des personnes qui fabriquent le produit.
Descriptif de la tâche	Relatif à une Éducation au Développement Durable (EDD), l'item vise à vérifier que l'élève est capable de discerner parmi les quatre propositions, la seule bonne réponse possible attestant sa compréhension de la démarche inhérente à ce genre de sites : une communication visant à renseigner les consommateurs adhérant à une démarche éco-responsable, en respectant leurs valeurs éthiques, dans l'esprit d'une communauté de pratiques.
Analyse de la tâche	La proposition à retenir évoque la dimension sociale du développement durable, mettant l'accent sur les conditions de productions.
Analyse des résultats	En France, comme à l'international, les élèves ont réussi cet item, à plus de 54 %. Ils ont bien analysé l'objectif du site. Les trois distracteurs choisis de façon quasi-équitable (entre 12 et 18 % des répondants) n'ont pas attiré les élèves. Dans les programmes d'enseignement, l'année de 5 ^{ème} en Géographie est en grande partie consacrée à cette dimension de développement durable. Cependant, les distracteurs choisis peuvent induire un biais pour analyser les réponses des élèves. En effet, le critère de livraison peut être associé, dans l'esprit des élèves, à un « moins disant » social (et écologique) sur les conditions d'acheminement des produits. Tout comme l'emploi du terme « conditions » est à lui seul un marqueur reconnaissable, que l'on peut associer à la démarche éthique.

<p>Références aux programmes</p>	<p>Programme de cycle 4 :</p> <p>En lien avec l'Éducation au Développement Durable, enseignement transversal et interdisciplinaire, défini par les circulaires ministérielles (d'août 2019 et septembre 2020) structurant le parcours de l'élève vers une éco-responsabilité.</p> <p>EMC (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes)</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Finalité</u> : Construire une culture civique. - <u>Compétence travaillée</u> : « Culture de l'engagement » - <u>Connaissances et compétences</u> : Expliquer le lien entre l'engagement et la responsabilité. - <u>Objet d'enseignement</u> : La responsabilité du citoyen en tant que consommateur. <p>GEOGRAPHIE : classe de 5^{ème}</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Repères annuels de progression</u> : Thème 1: La question démographique et l'inégal développement – Sous-thème : Répartition de la richesse et de la pauvreté dans le monde. <p>Appui préconisé sur les objectifs du développement durable (ODD) : Éradication de la pauvreté (ODD n°1) ; réduction des inégalités (ODD n°10).</p>
<p>Intérêts pédagogiques</p>	<p>Cet item peut être approfondi par une activité de lecture de sites internet, disponibles en ligne. À leur consultation, quels éléments mis en avant attestent d'une démarche de développement durable ? L'objectif est aussi de faire comprendre que derrière ces informations peuvent se cacher une stratégie de communication liée au « <i>greenwashing</i> » ou « verdissement », selon le néologisme français. Au-delà de la charte graphique et des slogans, il s'agit de vérifier les arguments (et les preuves) mis en avant pour statuer le caractère éthique du site.</p> <p>Par ailleurs, il est également possible de revenir sur le « coût social et humain » des différents distracteurs : c'est une dimension implicite dans la rédaction de ces mêmes propositions qu'il s'agirait d'éclairer auprès des élèves.</p> <p>RESSOURCES POUR LE PROFESSEUR :</p> <p>Vadémécum sur l'éducation au développement durable : https://eduscol.education.fr/document/5239/download?attachment</p> <p>Repères de progression pour l'EDD : https://eduscol.education.fr/document/52578/download?attachment</p> <p>L'entrée Glossaire dans Géoconfluences : https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/greenwashing</p>

TABLEAU 4 • Résultats détaillés de l’item 4 en %

Caractéristique		Réponse correcte = " Les conditions de travail des personnes qui fabriquent le produit. "	" Le coût de livraison des produits. "	" La popularité des produits sur le marché international. "	" Les pays dans lesquels les produits sont facilement disponibles. "	Non-réponse
France	Ensemble	54,6	17,9	11,7	15,5	0,3
	Filles	57,0	16,8	10,8	15,4	0,0
	Garçons	52,5	18,8	12,5	15,7	0,6
International	Ensemble	54,3	14,1	16,0	13,8	1,7
	Filles	57,4	12,5	14,4	14,0	1,7
	Garçons	51,2	15,8	17,7	13,7	1,6

Source : DEPP, IEA, ICCS 2022

Champ : France (hors Mayotte), public et privé sous contrat.

Les pays à l'échelle internationale sont : Bulgarie, Chypre, Colombie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Taipei chinois

Note de lecture : En France, 52,5 % des garçons ont répondu correctement (« Les conditions de travail des personnes qui fabriquent le produit ») à l’item 4, tandis qu’ils sont 51,2 % sur l’ensemble des pays.

© DEPP

3.7. Item 5, niveau B - QCM

Cadre de référence de l'étude : Rôles et identités civiques, raisonner et appliquer

Références aux programmes : Expliquer le lien entre l'engagement et la responsabilité. ; EMC cycle 4. Thème 2 : Des ressources limitées, à gérer et à renouveler ; Géographie cycle 4. (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes).

Inès décide d'acheter uniquement des produits locaux, fabriqués près de chez elle. En quoi la décision d'Inès fait d'elle une consommatrice responsable ?

- Les produits sont transportés sur de courtes distances pour arriver jusqu'à elle.
- Les produits sont de meilleure qualité que ceux fabriqués ailleurs.
- Elle peut facilement contacter les producteurs si elle veut faire une réclamation.
- Il est probable qu'elle pourra inciter ses amis à acheter les mêmes produits.

Réponse attendue	Réponse A : Les produits sont transportés sur de courtes distances pour arriver jusqu'à elle.
Descriptif de la tâche	À travers cette question à choix multiple, il est demandé aux élèves d'identifier la proposition répondant le mieux à l'exigence de développement durable. L'item s'inscrit dans la logique géographique du circuit court de la production.
Analyse de la tâche	De façon implicite, l'item nécessite de l'élève de comprendre l'impact environnemental lié au transport marchand, le caractère vertueux de la proximité des lieux de production et de consommation ; les distracteurs placent davantage la question sur des enjeux purement commerciaux, dénuée d'une « éthique du consommateur ».
Analyse des résultats	En France, une majorité d'élèves, plus de 54 %, a choisi la bonne proposition, comprenant que les trois distracteurs ne sont pas assimilables à une démarche éco-responsable. La proposition B, retenue par près de 20 % des élèves, relève peut-être d'une confusion parfois entretenue dans les discours « localiste » ou de « patriotisme économique », qui fait rimer qualité et proximité. Toutefois, l'expression « consommatrice responsable », figurant dans la consigne, n'est pas clairement définie et peut paraître ambiguë aux élèves qui n'ont pas forcément placé la-dite posture sur le plan du développement durable.
Références aux programmes	Programme de cycle 4 : En lien avec l'Éducation au Développement Durable , enseignement transversal et interdisciplinaire, défini par les circulaires ministérielles (d'août 2019 et septembre 2020), structurant le parcours de l'élève vers une éco-responsabilité. EMC (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes) - <u>Finalité</u> : Construire une culture civique. - <u>Compétence travaillée</u> : « Culture de l'engagement » - <u>Connaissances et compétences</u> : Expliquer le lien entre l'engagement et la responsabilité.

	<p>- <u>Objet d'enseignement</u> : La responsabilité du citoyen en tant que consommateur.</p> <p>GEOGRAPHIE : classe de 5^{ème}</p> <p>- <u>Repères annuels de progression</u> : Thème 2 : Des ressources limitées, à gérer et à renouveler.</p> <p>Appui préconisé sur les objectifs du développement durable (ODD) : améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable (ODD n°2) ; établir des modes de consommation et de production durables (ODD n°12).</p>
Intérêts pédagogiques	<p>L'item est propice pour introduire les enjeux de l'objectif du développement durable n° 12 : « établir des modes de consommation et de production durables ». Quels sont les atouts, mais aussi les limites des modes de production locale ?</p> <p>Il est également possible de reprendre chacune des propositions erronées et de proposer à des groupes d'élèves de les amender : à quelles conditions pourraient-elles fonctionner ? Une reprise collective permettrait de valider les propositions de chacun des groupes et de nourrir les échanges de classe dans un débat étayé des arguments trouvés dans cette phase préparatoire.</p> <p>Une mise en perspective est également possible : la question locale n'a pas qu'une dimension économique et géographique (réduction vertueuse des circuits), elle a également une dimension sociale (survie des producteurs locaux et d'un maillage commercial serré). De même, la question « locale » ne doit pas occulter les autres leviers éco-responsables : consommation raisonnée, sobriété, lutte contre le gaspillage, etc.</p> <p>RESSOURCES POUR LE PROFESSEUR : Vadémécum sur l'éducation au développement durable : https://eduscol.education.fr/document/5239/download?attachment Repères de progression pour l'EDD : https://eduscol.education.fr/document/52578/download?attachment</p> <p>RESSOURCES POUR LA CLASSE : Vidéo issue du portail Lumni : https://www.lumni.fr/video/changer-notre-alimentation-pour-lutter-contre-le-rechauffement-climatique-1</p>

TABLEAU 5 • Résultats détaillés de l’item 5 en %

Caractéristique		Réponse correcte = " Les produits sont transportés sur de courtes distances pour arriver jusqu'à elle "	" Les produits sont de meilleure qualité que ceux fabriqués ailleurs. "	" Elle peut facilement contacter les producteurs si elle veut faire une réclamation. "	" Il est probable qu'elle pourra inciter ses amis à acheter les mêmes produits. "	Non-réponse
France	Ensemble	54,3	19,3	13,9	11,9	0,6
	Filles	53,9	20,7	12,9	12,0	0,6
	Garçons	54,7	18,1	14,8	11,9	0,6
International	Ensemble	51,9	19,5	19,3	7,9	1,4
	Filles	53,8	19,2	17,6	8,1	1,4
	Garçons	50,1	19,9	21,0	7,7	1,4

Source : DEPP, IEA, ICCS 2022

Champ : France (hors Mayotte), public et privé sous contrat.

Les pays à l'échelle internationale sont : Bulgarie, Chypre, Colombie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Taipei chinois

Note de lecture : En France, 54,7 % des garçons ont répondu correctement (« Les produits sont transportés sur de courtes distances pour arriver jusqu'à elle ») à l'item 5, tandis qu'ils sont 50,1 % sur l'ensemble des pays.

© DEPP

3.8. Item 6, niveau C - QCM

Cadre de référence de l'étude : Systèmes et institutions civiques, savoir

Références aux programmes : Reconnaître les grandes caractéristiques d'un État démocratique EMC cycle 4. (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes).

Quelle est la raison la plus probable pour qu'un citoyen d'un pays démocratique adhère à un parti politique ?

- Aider la police à faire respecter la loi.
- Décider des peines à infliger aux personnes reconnues coupables de crimes.
- Décider de l'emplacement des bureaux de vote pour les élections nationales.
- Participer à des activités ayant une influence sur la politique gouvernementale.

Réponse attendue	Réponse D : Participer à des activités ayant une influence sur la politique gouvernementale.
Descriptif de la tâche	Il est demandé aux élèves de choisir parmi quatre propositions très distinctes. Une seule illustre une caractéristique fondamentale d'un État démocratique : l'existence de partis politiques libres.
Analyse de la tâche	Les distracteurs choisis questionnent l'idée même de principe démocratique. La tâche nécessite un raisonnement déductif, qui oblige à écarter chacune des propositions non satisfaisantes, en mobilisant des connaissances variées du programme d'enseignement moral et civique (les fonctions régaliennes de l'État : Police, Justice... ; le fonctionnement de l'État ; la consultation et les modalités de consultation du peuple, au travers notamment des partis politiques). La réussite de l'item suppose que les élèves connaissent les objectifs d'un parti politique en démocratie.
Analyse des résultats	Les distracteurs proposés permettent d'évaluer si l'élève comprend bien le rôle assigné aux partis politiques dans la vie démocratique, qu'il discerne de façon raisonnée la seule proposition valide parmi les quatre. En France, la proposition A, choisie par 18,3 % des élèves, renseigne sur la capacité des élèves à exclure une assertion problématique en termes d'État de droit. La proposition B, non valide également, pose également question en termes de connaissance de la séparation des pouvoirs, inhérente à un régime démocratique. Environ 30 % des élèves ont choisi l'une des deux propositions A et B, ce qui révèle chez eux une confusion lourde de sens sur le principe démocratique : ils n'appréhendent pas la dimension arbitraire qui serait alors introduite dans un État de droit. La proposition C, choisie de façon plus marginale, qui relève du fonctionnement de l'État, a moins trompé les élèves. Par un jeu d'exclusion, la proposition D paraît la plus conforme aux objectifs visés par les partis politiques dans un pays démocratique : être un relai légal du débat politique ; cet item nécessite chez l'élève un véritable esprit de discernement.

<p>Références aux programmes</p>	<p>EMC cycle 4 (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes)</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Finalité</u> : « Acquérir et partager les valeurs de la République » - <u>Compétence travaillée</u> : « Culture de l'engagement » (ou « culture du jugement ») - <u>Connaissances et compétences</u> : Reconnaître les grandes caractéristiques d'un État démocratique (Identification des formes de l'expression démocratique pour comprendre le pluralisme démocratique par la liberté de l'expression et le pluralisme politique).
<p>Intérêts pédagogiques</p>	<p>Cet item pourrait être présenté en début de séquence pour sonder les représentations initiales des élèves sur les rôles des partis politiques dans un pays démocratique. Le croisement possible avec l'article 4 de la Constitution de la République française de 1958 peut étayer le propos du professeur, en l'adossant à un extrait d'un document de référence accessible et explicite pour des élèves de fin du cycle 4.</p> <p>In-fine, cet item doit pouvoir interroger les critères qui contribuent à définir un État démocratique. A contrario, il est aussi important de préciser aux élèves que l'existence de partis politiques ne suffit pas à définir un État comme démocratique, mais qu'il s'agit de bien d'appréhender un ensemble de caractéristiques passées au crible. D'autres activités pédagogiques pourraient, en lien avec cet item, favoriser la réflexion des élèves : quels critères objectifs permettent de définir les contours d'un vrai État démocratique ?</p> <p>Pour consolider les connaissances à ce sujet, au cours de l'année de troisième, l'étude du rôle des partis politiques en démocratie doit permettre de montrer leur caractère essentiel à la vie politique : faire vivre le pluralisme politique, inhérent au fonctionnement démocratique.</p> <p>L'objectif visé est alors de faire comprendre aux élèves que les partis politiques rassemblent librement des citoyens partageant les mêmes valeurs et opinions politiques ; avec le plus souvent la volonté de peser sur les choix, à différentes échelles territoriales, voire le cas échéant, de permettre l'accès aux responsabilités politiques.</p> <p>Par l'adhésion et la diversité des actions de ses militants, les partis politiques contribuent aussi à la liberté d'expression de certains citoyens engagés, leur permettant, de surcroît, d'exercer plusieurs autres de leurs droits individuels. À l'instar des médias, de la référence à une opinion publique et des nouveaux relais de l'expression collective, ils contribuent à la vivacité du débat politique démocratique.</p> <p>Si l'item est utilisé en classe, une mise en perspective nécessaire consisterait à montrer toute l'étendue des engagements possibles du citoyen dans un contexte actuel que l'on définit comme celui d'une crise de la démocratie représentative, et donc aussi d'une défiance à l'égard du fonctionnement traditionnel des partis politiques.</p> <p>RESSOURCES POUR LA CLASSE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La collection « Les clés de la République » : https://www.lumni.fr/programme/les-cles-de-la-republique#1 • Vidéo : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ? https://www.lumni.fr/video/comment-expliquer-l-engagement-politique-dans-les-societes-democratiques

TABLEAU 6 • Résultats détaillés de l’item 6 en %

Caractéristique		Réponse correcte = " Participer à des activités ayant une influence sur la politique gouvernementale. "	" Aider la police à faire respecter la loi. "	" Décider des peines à infliger aux personnes reconnues coupables de crimes. "	" Décider de l'emplacement des bureaux de vote pour les élections nationales. "	Non-réponse
France	Ensemble	60,1	18,3	11,8	8,2	1,6
	Filles	61,8	17,7	10,8	7,5	2,2
	Garçons	58,4	18,9	12,9	9,0	0,9
International	Ensemble	68,4	13,2	9,8	7,4	1,3
	Filles	70,2	13,0	9,4	6,2	1,2
	Garçons	66,8	13,4	10,1	8,5	1,3

Source : DEPP, IEA, ICCS 2022

Champ : France (hors Mayotte), public et privé sous contrat.

Les pays à l'échelle internationale sont : Bulgarie, Chypre, Colombie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Taïpei chinois

Note de lecture : En France, 58,4 % des garçons ont répondu correctement (« Participer à des activités ayant une influence sur la politique gouvernementale ») à l’item 6, tandis qu’ils sont 66,8 % sur l’ensemble des pays.

© DEPP

3.9. Item 7, niveau C - QCM

Cadre de référence de l'étude : Systèmes et institutions civiques, savoir

Références aux programmes : Le rôle de la Loi dans la société ; EMC cycle 4. (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes).

Arthur est accusé d'une infraction grave. Son père est un haut responsable politique. Lorsque la police apprend que le père d'Arthur est un haut fonctionnaire politique, elle abandonne les charges et libère Arthur.

En quoi le comportement de la police est-il anti-démocratique ?

- En démocratie, une personne est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie.
- En démocratie, la police n'a pas le droit d'accuser quelqu'un d'une infraction.
- En démocratie, tous les citoyens ont le droit d'être représentés par un avocat.
- En démocratie, la loi doit s'appliquer à tous de la même manière.

Réponse attendue	Réponse D : En démocratie, la loi doit s'appliquer à tous de la même manière.
Descriptif de la tâche	À l'instar de l'article 6 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (DDHC), l'item vise à vérifier que l'élève discerne dans la situation proposée (un exemple flagrant de corruption de la règle commune) l'enjeu lié à l'égalité de tous face à la Loi, dans une société démocratique.
Analyse de la tâche	L'égalité est une valeur partagée, mais aussi un principe constitutionnel en France : elle indique que tout individu doit être traité de la même façon, en l'occurrence à l'égard du respect de la Loi. Cette rupture de traitement est au cœur de la bonne proposition alors que les trois distracteurs déplacent la question sur les droits de chaque citoyen en matière de Justice. Cet item interroge également la notion d'État de droit, définie par le fait que la puissance publique est elle-même soumise au droit, à la Loi.
Analyse des résultats	En France, avec un taux de réussite de plus de 75 %, les élèves ont massivement bien répondu à cette question et ont compris le caractère problématique de la situation énoncée : un traitement différencié des citoyens par les représentants de la force publique. Par ailleurs, les élèves en France ont obtenu des résultats bien supérieurs à la moyenne internationale (68,2 %). Les trois distracteurs, dont l'exactitude n'est pas tout à fait à remettre en cause, mais évoquant davantage le fonctionnement du pouvoir judiciaire dans ses différents aspects, n'ont que peu attiré les élèves. La réussite à cet item semblerait indiquer la sensibilité des élèves aux questions touchant à l'égalité des droits, l'égalité face à la Loi.

<p>Références aux programmes</p>	<p>Programme de cycle 4 : EMC (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes) - <u>Finalité</u> : « Respecter autrui » - <u>Compétence travaillée</u> : « Culture de la règle et du droit » - Respecter les règles communes - Comprendre les raisons de l'obéissance aux règles et à la loi dans une société démocratique. - <u>Connaissances et compétences</u> : Le rôle de la Loi dans la société. - <u>Repères annuels de progression : préconisation en 4^{ème}</u> : Un travail plus spécifique est à conduire sur le cheminement de la Loi et son application par les acteurs de la justice, dans un questionnement sur ce qu'est le droit.</p>
<p>Intérêts pédagogiques</p>	<p>Cet item est utilisable en classe et permettrait de nourrir des échanges autour de trois dimensions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réflexion autour de la notion d'État de droit et les pouvoirs de la force publique légitime (et ses limites dans un État démocratique) ; • un État de droit, dépositaire de la Loi, n'implique pas forcément l'égalité de tous face à la Loi. Il est important d'explicitier la différence qui peut exister entre la légalité (la conformité à la loi dans un Etat) et l'égalité, valeur à principe constitutionnel, en France, qui n'est pas l'apanage de tous les régimes politiques ; • une réflexion sur le devoir éthique d'exemplarité : tout citoyen, quel que soit son statut, est justiciable ; les rares dérogations à cette règle commune ne sont justifiées que dans l'intérêt supérieur de l'État, à l'instar, par exemple, du statut juridictionnel du Président de la République, le temps de son mandat. <p>RESSOURCES POUR LA CLASSE : Les capsules vidéo <i>Educadroit</i> sur le portail Lumni : https://www.lumni.fr/programme/educadroit Capsule vidéo sur le portail Lumni : https://www.lumni.fr/video/tous-egaux-devant-la-loi</p>

TABLEAU 7 • Résultats détaillés de l’item 7 en %

Caractéristique		Réponse correcte = " En démocratie, la loi doit s’appliquer à tous de la même manière. "	" En démocratie, une personne est présumée innocente jusqu’à ce que sa culpabilité ait été établie. "	" En démocratie, la police n’a pas le droit d’accuser quelqu’un d’une infraction. "	" En démocratie, tous les citoyens ont le droit d’être représentés par un avocat. "	Non-réponse
France	Ensemble	75,3	7,8	4,1	11,8	1,0
	Filles	76,0	8,3	3,8	11,2	0,7
	Garçons	74,6	7,2	4,3	12,5	1,4
International	Ensemble	68,2	14,5	6,5	9,6	1,2
	Filles	71,2	13,0	5,2	9,4	1,2
	Garçons	65,3	16,0	7,6	9,9	1,3

Source : DEPP, IEA, ICCS 2022

Champ : France (hors Mayotte), public et privé sous contrat.

Les pays à l’échelle internationale sont : Bulgarie, Chypre, Colombie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Taipei chinois

Note de lecture : En France, 76,0 % des filles ont répondu correctement (« En démocratie, la loi doit s’appliquer à tous de la même manière ») à l’item 7, tandis qu’elles sont 71,2 % sur l’ensemble des pays.

© DEPP

3.10. Item 8, niveau D - QCM

Cadre de référence de l'étude : Principes civiques, savoir

Références aux programmes : « Culture de la règle et du droit » / « culture du jugement », EMC cycle 3 et cycle 4. (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes).

Le panneau ci-dessous est affiché dans un parc naturel national d'Exland.

Parc national des eaux vives

Les visiteurs doivent respecter les règles suivantes :

- Ne pas jeter de déchets
- Ne pas allumer de feux de camp
- Ne pas nourrir les animaux sauvages
- Camper uniquement dans les zones réservées au camping

Sanctions sévères en cas de non-respect

Pourquoi le parc national impose-t-il des règles ?

- Pour protéger le parc national et assurer la sécurité des visiteurs.
- Pour dissuader les gens de visiter le parc national.
- Pour récolter de l'argent pour le parc national grâce aux amendes.
- Pour prévenir les visiteurs des dangers du parc national.

Réponse attendue	Réponse A : Pour protéger le parc national et assurer la sécurité des visiteurs.
Descriptif de la tâche	À travers cette question à choix multiple, les élèves doivent discerner parmi quatre propositions la finalité des règles imposées aux visiteurs d'un parc national.
Analyse de la tâche	Derrière ce contexte singulier est questionnée l'obéissance à la Règle.
Analyse des résultats	Le très fort taux de réussite sur cet item (90 %), en France comme à l'international, semble montrer de prime abord que les élèves comprennent l'utilité de la Règle dans ce contexte singulier. Toutefois, cette réussite est peut-être liée au fait que les distracteurs pouvaient être écartés pour leur caractère étrange ou illogique ; la bonne proposition a peut-être davantage attiré l'attention avec son aspect double (protéger ET assurer).
Références aux programmes	Programme d'EMC (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes) : - <u>Finalité</u> : Construire une culture civique. - <u>Compétences travaillées</u> : « Culture de la règle et du droit » / « culture du jugement »

	<p><u>Au cycle 3</u> : Comprendre que la vie collective implique le respect de règles - Les différents contextes d'obéissance aux règles.</p> <p><u>Au cycle 4</u> : Respecter des règles communes - Différencier son intérêt particulier de l'intérêt général – Avoir le sens de l'intérêt général.</p>
Intérêts pédagogiques	<p>Pour approfondir la réflexion, il est possible développer des activités ou des mises en situation autour du respect des règles, dans une démarche pédagogique éclairant la nécessaire contrainte qui s'impose parfois aux individus.</p> <p>En reprenant par exemple, le contexte singulier du Parc naturel national d'Exland, pourquoi ne pas proposer aux élèves de réaliser une affiche combinant les éléments relatifs à la nécessité de la protection et de la préservation du parc avec les règles édictées concomitantes ? C'est une façon d'insister aussi sur le fait que la survie de ces activités humaines au sein du parc sont parfois tributaires du respect des règles (tourisme, agro-pastoralisme, conservatoire de la biodiversité, etc.)</p> <p>En cours de géographie, cette dimension est également éclairée par les notions de préservation, de conservatoire naturel, mais aussi par les conflits d'usages au sein des territoires qui nécessitent règles et, parfois, arbitrages entre groupes d'individus habitant ces espaces.</p> <p>La réflexion est évidemment transférable dans bien d'autres contextes : la vie en établissement, la vie en collectivité, le partage de la route, etc.</p>

TABLEAU 8 • Résultats détaillés de l'item 8 en %

Caractéristique		Réponse correcte = " Pour protéger le parc national et assurer la sécurité des visiteurs. "	" Pour dissuader les gens de visiter le parc national. "	" Pour récolter de l'argent pour le parc national grâce aux amendes. "	" Pour prévenir les visiteurs des dangers du parc national. "	Non-réponse
France	Ensemble	90,3	1,4	1,6	6,6	0,1
	Filles	92,4	0,7	1,9	5,0	0,0
	Garçons	88,2	2,0	1,3	8,2	0,2
International	Ensemble	90,3	1,9	2,0	4,9	1,0
	Filles	92,9	1,3	1,4	3,8	0,6
	Garçons	87,8	2,4	2,6	5,9	1,3

Source : DEPP, IEA, ICCS 2022

Champ : France (hors Mayotte), public et privé sous contrat.

Les pays à l'échelle internationale sont : Bulgarie, Chypre, Colombie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Taipei chinois

Note de lecture : En France, 88,2 % des garçons ont répondu correctement (« Pour protéger le parc national et assurer la sécurité des visiteurs ») à l'item 8, tandis qu'ils sont 87,8 % sur l'ensemble des pays.

© DEPP

3.11. Item 9, en dessous du niveau D - QCM

Cadre de référence de l'étude : Participation civique, raisonner et appliquer

Références aux programmes : « Culture de la règle et du droit » / « culture du jugement », EMC cycle 3 et cycle 4. (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes).

Le panneau ci-dessous est affiché dans un parc naturel national d'Exland.

Parc national des eaux vives

Les visiteurs doivent respecter les règles suivantes :

- Ne pas jeter de déchets
- Ne pas allumer de feux de camp
- Ne pas nourrir les animaux sauvages
- Camper uniquement dans les zones réservées au camping

Sanctions sévères en cas de non-respect

Manon : « *Je n'ai pas envie de visiter ce parc national. Il y a trop de règles.* »

Louna : « *Ces règles sont pertinentes. Je suis tout à fait d'accord pour les respecter.* »

Quelle raison explique le mieux que Louna soit d'accord pour respecter ces règles ?

- Louna pense que les règles ne devraient jamais être remises en question.
- Louna comprend que les règles sont faites dans l'intérêt de tous.
- Louna a peur des sanctions qu'elle pourrait subir si elle ne respectait pas les règles.
- Louna ne comprend pas que ces règles l'empêchent de faire certaines activités dans le parc.

Réponse attendue	Réponse B : Louna comprend que les règles sont faites dans l'intérêt de tous.
Descriptif de la tâche	Dans cet item, les élèves doivent discerner la meilleure raison expliquant pourquoi Louna accepte les règles fixées dans le parc naturel national. Les différentes propositions interrogent le sens de la règle, la compréhension de la règle par ceux à qui elle s'impose, dans un contexte particulier.
Analyse de la tâche	Louna incarne tour à tour, au travers des propositions, diverses attitudes qui peuvent être celles d'individus n'ayant pas tous bien assimilé le but civique de la règle. Dans la proposition A, Louna s'inscrit dans une forme de présentisme : elle ne pose pas la question de l'utilité – la règle est ainsi et ne se discute pas. Dans la proposition C, elle craint la sanction et se déresponsabilise en réalité. Dans la proposition D, elle désire faire passer son intérêt personnel avant l'intérêt général. Ces trois postures incarnent de véritables impasses civiques. Seule la réponse B fait de Louna une personne qui conscientise la règle.

Analyse des résultats	<p>En France, le très fort taux de réussite sur cet item (plus de 81 %) semble attester que les élèves comprennent l'utilité de la Règle « en contexte ». La faible dispersion sur les trois distracteurs (entre 4,7 et 7,8 %) conforte l'idée qu'aucun des trois n'ait vraiment attiré les élèves. Cet item illustre un objet d'enseignement vu sous différents angles depuis le cycle 3 (règlement intérieur en établissement, règles de la circulation...) et qui semble bien assimilé.</p> <p>Néanmoins, l'important écart de réussite entre filles (87,8 %) et garçons (75 %) dans les résultats en France, écart plus important encore que celui observé dans les chiffres internationaux, peut interpeller : les garçons sembleraient plus nombreux à ne pas questionner l'objectif de la règle (11,6% contre 3,8% pour les filles) et davantage sensibles au poids de la sanction.</p>
Références aux programmes	<p>Programme d'EMC (d'après le BOEN n° 31 du 30 juillet 2020 – modifications de programmes):</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Finalité</u> : Construire une culture civique. - <u>Compétences travaillées</u> : « Culture de la règle et du droit » / « culture du jugement » <p><u>Au cycle 3</u> : Comprendre que la vie collective implique le respect de règles - Les différents contextes d'obéissance aux règles – Le sens des sanctions.</p> <p><u>Au cycle 4</u> : Respecter des règles communes - Différencier son intérêt particulier de l'intérêt général – Avoir le sens de l'intérêt général.</p>
Intérêts pédagogiques	<p>Cet item, utilisable en classe, offre de nombreuses perspectives. L'objectif de l'enseignant serait d'explicitier le but de la règle sans que les élèves, à l'image de Louna, ne s'enferment pas dans une incompréhension de la règle. La règle assimilée et comprise participe de la socialisation.</p> <p>Le transfert vers d'autres contextes est possible à travers la lecture ou relecture éclairée des chartes et règles qui jalonnent les pages du carnet de liaison du collégien.</p> <p>Et pourquoi ne pas proposer aux élèves de 4^{ème} ou 3^{ème} de réécrire un règlement ou une charte pour des élèves plus jeunes ? L'objectif serait de montrer que la règle n'est pas une contrainte, mais qu'elle répond à des objectifs précis permettant la vie en société, la vie en collectivité, dans divers contextes.</p>

TABLEAU 9 • Résultats détaillés de l’item 9 en %

Caractéristique		Réponse correcte = " Louna comprend que les règles sont faites dans l'intérêt de tous. "	" Louna pense que les règles ne devraient jamais être remises en question. "	" Louna a peur des sanctions qu'elle pourrait subir si elle ne respectait pas les règles. "	" Louna ne comprend pas que ces règles l'empêchent de faire certaines activités dans le parc. "	Non-réponse
France	Ensemble	81,5	7,8	5,8	4,7	0,3
	Filles	87,8	3,8	4,1	4,3	0,0
	Garçons	75,5	11,6	7,3	5,1	0,5
International	Ensemble	85,5	6,6	3,8	3,3	0,7
	Filles	89,4	5,0	2,3	2,8	0,5
	Garçons	82,1	8,0	5,2	3,7	0,9

Source : DEPP, IEA, ICCS 2022

Champ : France (hors Mayotte), public et privé sous contrat.

Les pays à l'échelle internationale sont : Bulgarie, Chypre, Colombie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Taipei chinois

Note de lecture : En France, 87,8 % des filles ont répondu correctement (« Louna comprend que les règles sont faites dans l'intérêt de tous ») à l'item 9, tandis qu'ils sont 89,4 % sur l'ensemble des pays.

© DEPP

Publications et archives

Retrouvez toutes les publications et archives de la DEPP sur

archives-statistiques-depp.education.gouv.fr

Jeux de données en open data

Retrouvez tous les jeux de données de la DEPP en open data sur

data.education.gouv.fr